

# « Nous devons remettre en cause certains dogmes du capitalisme mondial »

la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Nous-devons-remettre-cause-certains-dogmes-capitalisme-mondial-2018-12-19-1200990540  
Recueilli par Marie Dancer

19 décembre 2018

Olivier Blanchard, ancien chef économiste du FMI, économiste au Peterson Institute à Washington. / MANDEL NGAN/AFP

**La Croix : Les régimes populistes se multiplient partout dans le monde, ainsi que les protestations sociales type gilets jaunes en France... Sommes-nous toujours en train de payer la facture de la crise financière de 2008 et de ses séquelles, avec un fossé accru entre les plus modestes, tandis que les plus riches ont préservé leurs intérêts ? Faut-il ainsi y voir une « trahison des élites » ?**

**Olivier Blanchard :** Il y a certainement des comportements égoïstes, des gens très riches qui veulent conserver leurs avantages et des entreprises qui font en sorte de payer le moins d'impôts possible.

Mais je ne pense pas qu'il y ait une « trahison des élites » comme on l'entend parfois. Au niveau politique, la plupart des élus et responsables essaient de faire ce qu'ils estiment être bénéfique pour la population.

Mais les problèmes à résoudre sont très complexes et les contraintes très nombreuses. Il est donc très difficile d'y apporter les bonnes réponses, et les bonnes réponses sont souvent difficiles à vendre. Par exemple, il est évident qu'une hausse du smic serait désirable du point de vue de la redistribution des revenus, mais on sait qu'à un certain point, cela va détruire des emplois. Le bon équilibre entre salaire minimum et prime d'activité est difficile à trouver.

De même, il est souhaitable de redistribuer davantage, mais dans un pays où le poids de l'État dépasse déjà la moitié du PIB, on atteint les limites de l'exercice. Si on veut plus de redistribution, il faut trouver de l'argent quelque part.

**La lutte contre l'évasion fiscale internationale permettrait de dégager de nouvelles ressources pour les États...**

**O. B. :** La difficulté d'imposer le capital limite les marges que l'État a pour redistribuer. Aujourd'hui, un pays qui voudrait alourdir, seul, la taxation sur le capital, se retrouverait très vite contraint parce que les entreprises déplaceront leurs profits pour y échapper.



À lire aussi

### La France taxera les géants du numérique dès le 1er janvier 2019

Si on veut éviter cela, il faut donc conclure des accords au niveau international sur un taux minimal d'imposition des entreprises, assorti de sanctions pour les pays qui ne se comportent pas correctement.



La même approche doit être utilisée pour éliminer les paradis fiscaux. Jusqu'à maintenant, le progrès sur ce front a été trop lent, à la fois au niveau Européen et au niveau mondial. Mais vu les pressions budgétaires, et la montée des populistes, il y a là une fenêtre d'opportunité à utiliser pour faire des progrès plus rapides.

### **Peut-on imaginer un nouveau système, qui remplace le modèle capitaliste installé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour répondre aux aspirations des peuples ?**

**O. B. :** Nous avons en effet à remettre en cause un certain nombre de dogmes du capitalisme mondial tel qu'il a émergé à partir de l'après-guerre, à la fin des années 1940.

Je pense par exemple à la liberté totale du commerce international, qui bénéficie énormément aux consommateurs, mais crée aussi de graves problèmes sociaux. Nous ne pouvons pas continuer à simplement dire que l'on s'occupera des « perdants du système ». Car en réalité, on s'en occupe assez mal.

Pourquoi, dès lors, ne pas ralentir par exemple l'ouverture des frontières dans certains secteurs, pour laisser aux travailleurs potentiellement impactés le temps de se reconvertir ? Pourquoi ne pas limiter l'ouverture dans certains secteurs, si les avantages pour les consommateurs ne compensent pas les dégâts chez les producteurs ?

Enfin, et ceci est plus important pour les pays émergents que pour nous, il faut réexaminer la libre circulation des capitaux, en particulier des capitaux à horizon court. Les pays émergents sont régulièrement déstabilisés par des allers-retours massifs de liquidités sur leur marché, au gré d'événements extérieurs – fluctuations du dollar, du niveau des taux d'intérêt américains... Cela pénalise aussi l'économie mondiale et sa stabilité, et ça a souvent des conséquences politiques.

Certes, ce faisant, on joue avec le feu car on prend le risque que ces restrictions durent trop longtemps ou qu'elles soient trop fortes. Mais face à l'urgence, on doit se poser ces questions. Si on ne se les pose pas, on risque de voir les populistes et les démagogues offrir des solutions plus radicales et dangereuses.

### **Ce nouveau système est-il vraiment réalisable, alors que le président américain Donald Trump remet en cause le multilatéralisme et que les travaux internationaux et européens contre l'évasion fiscale patinent...**

**O. B. :** Prenez la question d'accords internationaux sur l'imposition des revenus du capital. C'est certainement long et compliqué quand il n'y a pas, ou peu, de pression pour le faire. Il y a dix ans, on pouvait peut-être encore se dire : « il y a un problème, mais on verra bien ».

Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un point où le sentiment d'urgence est davantage palpable. Sous la pression, on peut espérer voir des progrès plus rapides et les instances internationales doivent pousser en ce sens. Ce devrait désormais être une priorité.

### **De fait, cette colère des peuples porte d'immenses risques pour la démocratie...**

**O. B. :** Le défi est énorme. Si on ne répond pas à cette colère, les régimes populistes de tout bord vont se multiplier. Le danger est qu'ils deviendront vite impopulaires, dans la mesure où leur rhétorique simpliste n'apporte aucune vraie réponse aux problèmes. Rappelez-vous l'ignorance économique de Marine Le Pen dans le dernier débat avant les élections.

Ils risquent alors d'être tentés de basculer vers l'autoritarisme, et de calmer les impatiences de leur opinion publique en suscitant des tensions extérieures et des guerres commerciales – voire des guerres tout court, comme la Russie procède actuellement avec l'Ukraine et la Crimée. Ce danger n'est que trop réel. Il y a urgence, pour les gouvernements qui ne sont ni extrémistes ni populistes, à proposer des réponses.

Il y va de la stabilité internationale, d'autant que notre monde est de plus en plus complexe en raison d'innovations aux effets très ambigus – regardez le rôle des médias sociaux dans le mouvement des gilets jaunes ou dans certaines élections.

### **Le dérèglement climatique peut-il accélérer la prise de conscience de la nécessité de changer chez les partis modérés ?**

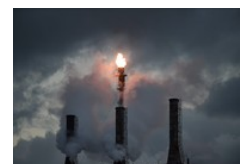
**O. B. :** De fait, la situation est aussi très inquiétante sur le front du climat. Elle suit la même dynamique que celle des inégalités : cela fait dix ou vingt ans qu'on en parle sans avoir fait grand-chose, et l'on constate aujourd'hui les premières conséquences de notre inaction.

Là encore il n'y a pas suffisamment de progrès et quand le problème explosera, il risque d'être trop tard. Et là encore les solutions sont compliquées. Il suffit de voir les réactions en France quand on procède à la nécessaire hausse du prix de l'essence pour changer les comportements – on aurait pu mieux le faire, avec une compensation des perdants, sans perdre les effets d'incitation à consommer moins.

Comme pour les inégalités, il y a des débuts de réponses au défi du dérèglement climatique, mais il est peut-être trop tard pour éviter une catastrophe.

### **En pleine mondialisation, les gouvernements nationaux ont-ils encore des marges de manœuvre ?**

**O. B. :** En réalité, il existe beaucoup de leviers d'action pertinents au plan national. Je pense par exemple aux instruments classiques que l'on peut mieux utiliser, comme la prime d'activité en France. Ils permettent de compléter le salaire des travailleurs pauvres sans augmenter le coût du travail pour les entreprises. Emmanuel Macron a annoncé des mesures en ce sens lundi 10 décembre.



D'autres politiques nationales sont essentielles pour remettre en marche l'ascenseur social au niveau d'un pays, qu'il s'agisse par exemple des politiques d'éducation ou de la formation professionnelle. Ceci faisait partie du programme du président Macron, et des réformes sont mises en place sur ces deux fronts. Elles me paraissent essentielles, et porteuses à terme d'une diminution des inégalités.



On peut penser à des mesures plus radicales. On pourrait par exemple renforcer la taxation sur les successions élevées. Ce serait à mon avis préférable à la réintroduction de l'ISF. Les sondages suggèrent que les Français sont largement opposés à l'impôt sur les successions. Je le comprends : il me paraît normal d'essayer d'aider ses enfants, sans que l'État en prenne une grande part.

Mais, comme Thomas Piketty l'a montré, la transmission de richesse par les grosses successions est un facteur important d'inégalité. Là encore, il faut remettre en cause les vaches sacrées, et explorer les possibilités.

### **Qu'est-ce qui pourrait déclencher enfin une action déterminée des gouvernements ?**

**O. B. :** Les origines du problème remontent à longtemps. La taille du problème est considérable. Les enjeux aussi. Je ne suis pas sûr que tout serait résolu même si un gouvernement menait toutes les actions dont je rêve. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas mettre toute notre énergie à essayer.